

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

4 MAI 1994

PROJET DE LOI

**relative à l'utilisation de militaires
en dehors des forces armées**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
DEFENSE NATIONALE (1)

PAR M. DE BREMAEKER

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet de loi, lors de sa réunion du 27 avril 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Devolder.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Candries, Cauwenberghs, Ghesquière, Marsoul, Sarens.
P.S. MM. Biefnot, Féaux, Harmegnies (Y), Henry.
V.L.D. MM. Cordeel, Demeulenaere, Devolder, Van Mechelen.
S.P. MM. Colla, De Bremaeker, Peeters (J.).
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.
P.S.C. MM. Beaufays, Séneca.
Ecolo/Agalev ren
VI. M. Spinnewyn.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Brouns, Moors, Taylor, Van der Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
MM. Charlier (G.), Janssens, Perdieu, Ylieff, N.
MM. Chevalier, Coveliers, Kempinaire, Van houtte, Vautmans.
MM. Bourgois (M.), Peeters (L.), Schellens, Swennen.
MM. Damseaux, Draps, Pivin.
MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Poncelet.
MM. Barbé, Morael, Winkel.
MM. Dewinter, Van Overmeire.

Voir :

1393 - 93/94 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 : Amendements.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

4 MEI 1994

WETSONTWERP

**betreffende de beziging van militairen
buiten de krijgsmacht**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE BREMAEKER

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 27 april 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Devolder.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Candries, Cauwenberghs, Ghesquière, Marsoul, Sarens.
P.S. HH. Biefnot, Féaux, Harmegnies (Y), Henry.
V.L.D. HH. Cordeel, Demeulenaere, Devolder, Van Mechelen.
S.P. HH. Colla, De Bremaeker, Peeters (J.).
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.
P.S.C. HH. Beaufays, Séneca.
Ecolo/Agalev ren
VI. H. Spinnewyn.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, Moors, Taylor, Van der Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
HH. Charlier (G.), Janssens, Perdieu, Ylieff, N.
HH. Chevalier, Coveliers, Kempinaire, Van houtte, Vautmans.
HH. Bourgois (M.), Peeters (L.), Schellens, Swennen.
HH. Damseaux, Draps, Pivin.
HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Poncelet.
HH. Barbé, Morael, Winkel.
HH. Dewinter, Van Overmeire.

Zie :

1393 - 93/94 :

- Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- Nr. 2 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

« *Le Ministre rappelle que les objectifs du plan de restructuration des Forces armées ainsi que les moyens financiers mis à disposition du Département de la Défense nationale impliquent d'atteindre un effectif de 40.000 militaires en 1997.*

Il n'est pas possible d'arriver à ce nombre en comptant seulement sur les dégagements naturels. En effet, les mises à la pension par limite d'âge font apparaître un surplus de l'ordre de 700 officiers et de 3 200 sous-officiers en fin de période. La dernière adaptation des lois sur les pensions ayant drastiquement limité les possibilités de cumul de revenus en cas de pension sur demande mais aussi la crise économique qui touche le pays, font en sorte que les départs volontaires ont tendance à diminuer.

Il conviendra donc de prendre des mesures positives pour favoriser le dégagement.

Le Ministre désire placer ces mesures dans les limites suivantes :

- pas de dégagement forcé : il n'est pas question de donner « un préavis » à ces agents statutaires de l'Etat que sont les militaires;

- pas de mesures ressemblant à du chômage institutionnalisé qui permettrait, alors que de nombreux besoins de société ne sont pas couverts, de payer des militaires à ne rien faire; cela n'est pas correct du point de vue social;

- pas d'augmentation du budget des pensions par un recours systématique à un système équivalent à la prépension : une telle mesure n'est également pas correcte;

- pas d'arrêt brutal du recrutement qui poserait, à court terme, des problèmes graves à la pyramide des âges au sein des Forces armées.

Le Ministre affirme clairement qu'il ne choisit pas une solution facile.

Différentes propositions ont été formulées par l'Etat-Major Général, dont aucune ne rencontrait les objectifs du Ministre, et qui, bien plus, auraient entraîné un important surcoût au niveau du Département de la Défense nationale. Le Ministre songe ici aux primes de départ et aux traitements payés à 90 % pour être maintenu à domicile.

Il a paru au Ministre nettement plus responsable, malgré les difficultés que ce « challenge » peut comporter, d'essayer, par la mise à disposition d'une main d'œuvre qualifiée et par un partage équitable de son coût, de rencontrer les besoins de la société qui, justement à cause du prix très élevé du personnel, ne sont pas couverts.

Le projet de loi a cette ambition.

Il vise à mettre à disposition, au sein d'organismes dépendant du secteur public dans son sens large ainsi qu'au sein d'institutions d'intérêt général, des militaires devenus excédentaires et à établir les modalités de partage des coûts salariaux.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

« Zowel de objectieven van het herstructureringsplan van de Krijgsmacht als de financiële middelen ter beschikking van het Departement van Landsverdediging leggen ons op een effectief van 40.000 militairen te bereiken tegen 1997.

Het is niet mogelijk dit objectief te bereiken indien men zich uitsluitend op de natuurlijke afvloeiingen baseert. Inderdaad, door de normale oppensioenstellingen wegens leeftijdsgrens zullen er nog ongeveer 581 officieren en 3 094 onderofficieren overtalig blijven op het einde van de periode. De laatste wijzigingen inzake pensioenwetgeving, die de cumulatie van inkomen in geval van pensioen op aanvraag sterk beperken, en de huidige economische crisis, zullen het aantal vrijwillige vertrekken sterk beperken.

Daarom zullen maatregelen moeten worden genomen om de afvloeiingen aan te moedigen.

De minister zou deze maatregelen willen begrenzen door middel van de volgende regels :

- ontslagen mogen niet opgelegd worden : er is geen sprake van een « vooropzeg » te geven aan de statutaire beampten die onze militairen zijn;

- geen maatregelen van het type « thuisblijvers » kunnen genomen worden, terwijl aan verscheidene maatschappelijke behoeften niet voldaan wordt; uit een sociaal oogpunt is dat niet correct;

- geen verhoging in het pensioenbudget door systematisch terug te vallen op het systeem dat parallel loopt aan brugpensioen; zo'n maatregel is al evenmin correct;

- geen plotse wervingsstop die na verloop van tijd tot gevolg zou hebben dat er grote problemen zouden komen in de leeftijds piramide bij de Krijgsmacht.

De minister stelt duidelijk dat hij geen gemakkelijke oplossing kiest.

De Generale Staf heeft verschillende voorstellen gedaan waarvan geen aan de eisen van de minister voldeed en die bovendien een grote meerkost zouden veroorzaken voor het departement Landsverdediging. De minister spreekt hier over vertrekpremies en over lonen voor 90 % uitbetaald aan thuisblijvers.

Het lijkt de minister beter om, ondanks de moeilijkheden die bij deze uitdaging kunnen ontstaan, te proberen aan de maatschappelijke behoeften waarvan door de hoge personeelskosten niet voldaan zijn, door middel van gekwalificeerde werkrachten en deling van de kosten te voldoen.

Het wetsontwerp dat de minister vandaag voorlegt, handelt over deze intentie.

Het heeft tot doel om militairen in overtal ter beschikking te stellen van organisaties die afhangen van de publieke sector (in de brede betekenis van het woord) en van organisaties van algemeen belang en om de verdeling van de loonkosten te regelen.

Il s'agit ici de militaires à moins de 5 ans de leur pension (sauf décision contraire du Conseil des ministres), auxquels un maximum de droits liés au maintien de leur statut de militaires serait garanti (âge et montant de la pension, niveau de rémunération) et pour l'occupation desquels, la Défense nationale interviendrait à concurrence de 50 % des coûts.

Le maintien d'un certain nombre d'avantages liés au statut, de même que la stabilité géographique inhérente à ces nouvelles fonctions, permettent de rendre cette mise à disposition attractive. Il n'en demeure pas moins vrai que pour rendre la cohabitation avec l'organisme « hôte » harmonieuse, un certain nombre d'adaptations seront nécessaires : rapports hiérarchiques avec le nouvel employeur, règlement des congés, discipline, irréversibilité du passage, ...

Les droits et les devoirs du militaire étant réglés par la loi, ce statut doit également faire l'objet des dispositions légales. Il en va de même pour le partage des responsabilités financières (50/50).

Le Ministre attire également l'attention sur différents points qui ont posé problème au Conseil d'Etat. Ils concernent le caractère hybride du statut élaboré, l'absence de concertation avec les instances régionales et communautaires, et la non-applicabilité de la solution proposée en cas de mise à disposition dans des institutions ne faisant pas partie des services publics.

Le statut envisagé n'est pas trop compliqué et n'entraîne aux yeux du Ministre pas d'insécurité juridique pour les militaires. Il faut souligner qu'il s'agit d'un statut d'extinction dans lequel les droits fondamentaux des militaires seront conservés. Afin de rendre la cohabitation possible avec le nouvel employeur, il va de soi que les militaires occupés dans son service devront se soumettre aux règles propres à leur nouvel emploi. Le statut élaboré ici évite aux militaires d'être soit victimes, soit avantagés par la situation.

Après avoir largement consulté les Régions et les Communautés à propos de la philosophie du projet, le Ministre n'a pas jugé utile de soumettre l'avant-projet de loi à un protocole de coopération avec ces instances, celui-ci lui semblant implicite dans la mesure où l'instance régionale aurait, sans aucune pression de sa part, fait la demande de pouvoir bénéficier de mise à disposition de militaires. Le Conseil des ministres a cependant demandé d'introduire ce point lors d'un Comité de concertation Gouvernement fédéral — instances régionales et communautaires, ce qui fut fait. Lors de la discussion des articles au Sénat, le Ministre a introduit un amendement du Gouvernement, qui tient compte de cette recommandation.

En ce qui concerne l'utilisation de militaires dans des organismes ne ressortant pas des services publics, il ne voit pas de difficulté particulière. Le statut sera suffisamment précis que pour faire l'objet d'un

Het gaat hier over militairen die op minder dan vijf jaar van hun pensioen zijn (tenzij anders beslist wordt door de Ministerraad), aan wie zo veel mogelijk rechten worden verzekerd die verbonden zijn aan hun militair statuut (leeftijd en bedrag van het pensioen, vergoedingsniveau) en voor wier betrekking Landsverdediging zou tegemoet komen in 50 % van de kosten.

Het behoud van een zeker aantal voordelen verbonden aan het statuut en de geografische stabiliteit van deze functies kunnen deze terbeschikkingstelling aantrekkelijker maken. Het is desalniettemin zo dat om de samenspraak met het « gastorganisme » zo harmonieus mogelijk te maken, een zeker aantal aanpassingen nodig zullen zijn : hiërarchische relatie met de nieuwe werkgever, verlofregeling, discipline, onomkeerbaarheid van de overgang...

Het statuut, waarin de rechten en plichten van de militair door de wet bepaald zijn, moet ook wettelijk geregeld worden. Hetzelfde geldt voor de verdeling van de financiële aansprakelijkheid (50/50).

De minister wil ook de aandacht vestigen op de verschillende punten die een probleem vormden voor de Raad van State. Het gaat hier over het hybride karakter van het voorgelegde statuut, het gebrek aan overleg met de regionale en de gemeenschappelijke instellingen en de niet toepasselijkheid van de voorgestelde oplossing in geval van beziging in instellingen die geen deel uitmaken van de openbare sector.

Het voorgestelde statuut is niet te ingewikkeld en heeft volgens de minister niet als gevolg militairen in een juridische onzekerheid te plaatsen. Het gaat hier over een uitdovend statuut waarin de fundamentele rechten van de militairen gewaarborgd worden. Om de samenwerking met de nieuwe werkgever mogelijk te maken, spreekt het vanzelf dat de betrokken militairen zich aan de lokale werkregels moeten aanpassen. Het voorgestelde statuut heeft ook als doel te vermijden dat een militair ofwel het slachtoffer wordt ofwel te veel profiteert van de toestand.

Na de gewesten en de gemeenschappen uitvoerig te hebben geraadpleegd over de strekking van het voorstel, heeft de minister het niet meer nuttig geacht een formeel samenwerkingsakkoord met deze instanties af te sluiten. Gedacht werd dat zulk akkoord impliciet zou bestaan, zonder enige druk van de minister, op het ogenblik dat een regionale of gemeenschappelijke instelling beroep zou doen op gebezigde militairen. De Ministerraad heeft gevraagd dat punt in het Overlegcomité te bespreken. Tijdens de bespreking van de artikels heeft de minister een regeringsamendement ingediend dat zo veel mogelijk rekening houdt met het bereikte akkoord.

Wat betreft de beziging van militairen in niet-gouvernementele organismen, bestaat er geen probleem. Het statuut is nauwkeurig genoeg en zal leiden tot contracten met, à la limite, welk type van

contrat avec n'importe quel type d'employeur. Il est évident que la mise à disposition de militaires dans des organisations non-gouvernementales ne pourra se faire que moyennant l'accord du Ministre de tutelle, mais le Ministre trouverait dommage de priver la Croix-Rouge de brancardiers ou de conducteurs d'ambulance, Médecins sans frontières de pilotes ou de logisticiens de qualité.

Il estime personnellement que le projet de loi en discussion est très important sur le plan social, parce qu'il met au travail des personnes qui sont encore suffisamment jeunes pour rendre des services à la collectivité, plutôt que de les maintenir à la maison. »

II. — DISCUSSION

M. Demeulenaere déclare, au nom de son groupe, se rallier totalement à la philosophie du projet de loi à l'examen. Il se demande cependant si celui-ci ne risque pas d'être contrecarré par d'autres initiatives du Gouvernement en matière d'emploi, à savoir le plan d'embauche des jeunes et la mise au travail des chômeurs dans les ALE (Agences locales pour l'emploi).

L'intervenant fait valoir que les militaires ne se montrent finalement pas si enthousiastes que prévu par rapport à cette initiative. Ils craignent, en effet, d'être considérés comme des « intrus » dans leur nouvel environnement de travail, qui pourrait, dès lors, se révéler quelque peu hostile.

M. Dallons comprend la volonté affichée par le Ministre en cette matière, même s'il ne la partage pas entièrement. Le membre évoque, en particulier, la situation du militaire affecté à un service de police. Dans la mesure, où ce militaire reste soumis aux droits et devoirs militaires, il risque d'avoir un statut assez hybride. De plus, cette affectation ne met-elle pas en cause le sacro-saint principe de l'autonomie communale, notamment en matière de police?

L'orateur juge, en outre, tout à fait inacceptable que des militaires puissent être mis au travail dans des intercommunales mixtes. Cela reviendrait, de fait, à ce que l'Etat subventionne à 50 % des emplois qui profitent essentiellement au secteur privé.

L'intervenant ajoute qu'il est davantage favorable à une mise au travail dans les intercommunales « pures », qui rencontrent davantage des besoins sociaux.

Le Ministre souligne l'importance du projet. Il rappelle qu'il s'est, en la matière, gardé de céder à la facilité. Il aurait pu le faire, par exemple, en retirant du service actif un certain nombre de militaires excédentaires, qui auraient cependant encore bénéficié d'un traitement complet. A un moment où les finances publiques sont en mauvais état et que les besoins en matière de sécurité intérieure sont évidents, cette solution lui paraissait inacceptable.

werkgever ook. Het spreekt vanzelf dat de tewerkstelling van militairen in niet gouvernementele organisaties onderworpen wordt aan de toestemming van de minister bevoegd voor deze organisaties, maar de minister zou het jammer vinden dat het niet toegelaten wordt in het Rode Kruis bekwame chauffeurs van ziekenwagens of ziekendragers, of bij Artsen Zonder Grenzen piloten of logistiekers, te werk te stellen.

Hij acht persoonlijk dat het voorgelegde wetsontwerp zeer belangrijk is op het sociale vlak, omdat het personen tewerkstelt die nog jong genoeg zijn om diensten aan de maatschappij te verlenen eerder dan ze thuis te houden. »

II. — BESPREKING

De heer Demeulenaere verklaart namens zijn fractie dat hij zich volledig achter de strekking van het voorliggende wetsontwerp schaaft. Toch vraagt hij zich af of andere werkgelegenheidsinitiatieven van de regering, met name het jongerenbanenplan en het inzetten van werklozen in de PWA's (plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen), dit wetsontwerp niet dreigen te doorkruisen.

Spreeker wijst erop dat de militairen uiteindelijk niet de verwachte geestdrift voor dit initiatief opbrengen. Zij vrezen immers als « indringers » te worden beschouwd in hun nieuwe werkkring, die zich bijgevolg koel dreigt op te stellen.

De heer Dallons kan zich in de bedoelingen ter zake van de minister terugvinden, ook al deelt hij die niet helemaal. Het lid heeft het in het bijzonder over de toestand van de militair die aan een politiedienst wordt toegevoegd. Hij dreigt in een vrij onduidelijk statuut terecht te komen aangezien de militaire rechten en plichten op hem van toepassing blijven. Wordt het onwrikbare principe van de gemeentelijke autonomie, met name wat de politiediensten betreft, op die manier overigens niet op de helling gezet?

Spreeker vindt het voorts volstrekt onaanvaardbaar dat militairen bij gemengde intercommunale verenigingen zouden worden ingezet. Dat betekent in feite dat de Staat een subsidie van 50 % toekent voor banen die vooral de particuliere sector ten goede komen.

Spreeker is meer gewonnen voor werkverschaffing in « echte » intercommunale verenigingen, die beter aan de sociale behoeften tegemoet komen.

De minister onderstreept het belang van het ontwerp. Hij brengt in herinnering dat hij in dat verband niet de gemakkelijkste oplossing heeft willen kiezen, bijvoorbeeld door een aantal overtallige militairen uit de actieve dienst terug te trekken en ze toch nog een volledige soldij uit te betalen. Die oplossing was onaanvaardbaar nu de overheidsfinanciën onder zware druk staan en de behoeften aan binnenlandse veiligheid duidelijk zijn.

Le Ministre plaide plutôt en faveur d'une utilisation judiciaire de ces personnes, qui ont été spécifiquement formées pour assurer la sécurité et qui font preuve à la fois de loyauté et de discipline. Même si la voie empruntée n'est pas la plus facile, c'est assurément celle qui profitera le plus à la population en général.

Le Ministre concède, d'autre part, que d'autres mesures prises par le Gouvernement en matière d'emploi ne faciliteront pas nécessairement la mise en œuvre de cette initiative. Il ajoute cependant qu'en la matière, il existe différentes possibilités pour remédier à une même situation. Vu la nature spécifique de leur formation et de leur mission, le Ministre croit qu'ils n'entreront pas en concurrence avec le « public-cible » des autres initiatives du Gouvernement.

Quant à l'accueil défavorable qui leur serait réservé dans le milieu du travail, le Ministre déclare en douter. Les réticences proviendraient tout au plus d'une méconnaissance du système, qui doit encore entrer en vigueur. Les militaires eux-mêmes sont assez méfiants, puisqu'ils sont encore mal informés sur la situation administrative dans laquelle ils se trouveraient, s'ils étaient bénéficiaires de ces mesures. Ainsi, certains d'entre eux croient, à tort, qu'ils devront renoncer à certains droits, notamment en matière de pension. Le Ministre en conclut que le contenu du projet devra faire l'objet d'une vaste campagne d'information. Elle sera de nature à rassurer tant les militaires concernés que le grand public.

Le Ministre ajoute que les militaires, qui entrent en ligne de compte pour une utilisation en dehors des Forces armées, ne joueront pas les « intrus » ou les premiers rôles dans leur nouvelle affectation. Ils viennent, au contraire, en soutien du personnel en place. Cette utilisation permet également d'apporter des solutions aux problèmes sociaux ou familiaux auxquels auraient dû faire face, dans le cas contraire, des militaires dont les unités ont été supprimées ou fusionnées dans le cadre de la restructuration.

Pour ce qui est de la situation administrative du personnel militaire concerné, le Ministre est d'avis qu'elle est moins hybride qu'elle n'en a l'air au premier abord, même s'il concède qu'elle est un peu plus compliquée que d'ordinaire. En effet, le militaire demeure bénéficiaire de tous ses droits militaires mais doit s'adapter à un nouvel environnement de travail. Les articles 19 et 20 du projet stipulent d'ailleurs que ni le règlement de discipline des Forces armées, ni le Code Pénal militaires ne sont applicables aux militaires pendant leur période d'utilisation. De même, pour ce qui est du pouvoir hiérarchique, il y a une délégation vers le nouvel employeur. La situation administrative du militaire est donc bien définie et offre, à l'évidence, une sécurité juridique.

En ce qui concerne l'affectation de militaires dans des services de police ou à la gendarmerie, le Ministre rappelle que ces services se plaignent, à juste

De minister pleit veeleer voor een oordeelkundige inschakeling van die personen, die inzake veiligheid een specifieke opleiding hebben gekregen en hebben bewezen zowel loyaal als gedisciplineerd te zijn. De oplossing die uit de bus is gekomen is zeker niet de meest eenvoudige, maar ze zal vooral de bevolking ten goede komen.

Voorts geeft de minister toe dat andere werkgelegenheidsinitiatieven van de regering de tenuitvoerlegging van dit initiatief niet noodzakelijk vergemakkelijken, maar hij voegt eraan toe dat ter zake verschillende mogelijkheden bestaan om de toestand te verbeteren. Gelet op de specifieke opleiding en taak van de militairen, gelooft de minister niet dat ze in het vaarwater zullen komen van de doelgroepen van de andere regeringsinitiatieven.

De minister denkt al evenmin dat hun nieuwe werkkring ze afwijzend zal bejegenen. Het mogelijke voorbehoud valt alleen te verklaren doordat weinig is geweten over het systeem, dat nog in werking moet treden. De militairen wachten af omdat ze slecht zijn ingelicht over hun administratieve toestand mochten ze van die maatregelen gebruik maken. Zo denken sommige militairen ten onrechte dat ze bepaalde rechten moeten prijsgeven, met name pensioenrechten. De minister concludeert daaruit dat over de inhoud van het ontwerp een uitgebreide informatie-campagne gevoerd moet worden, die zowel de militairen als het publiek moet geruststellen.

De minister voegt hieraan toe dat de militairen die in aanmerking komen om buiten de krijgsmacht ingezet te worden, zich in hun nieuwe taak niet als indringers of als haantjes-de-voorstes zullen gedragen. Integendeel zelfs: ze komen het aanwezige personeel versterking brengen. Het inzetten van militairen kan ook een oplossing bieden voor bepaalde sociale en familiale problemen van militairen wier eenheid in het raam van de herstructurering werd afgeschaft of met een andere eenheid werd samengesmolten.

De minister is van oordeel dat de administratieve toestand van het betrokken militair personeel minder hybrisch is dan hij op het eerste gezicht misschien lijkt, ook al geeft hij toe dat hun toestand zo wat ingewikkelder wordt dan gewoonlijk het geval is. De militair behoudt al zijn militaire rechten, maar moet zich aan een nieuwe werkomgeving aanpassen. De artikelen 19 en 20 van het ontwerp bepalen bovendien dat noch het tuchtreglement van de krijgsmacht noch het militair Strafwetboek van toepassing zijn tijdens de periode dat de militairen buiten de krijgsmacht worden ingezet. Hiërarchisch ressorteren de militairen onder hun nieuwe werkgever. De administratieve toestand van de militair is dus goed omschreven en biedt vanzelfsprekend rechtszekerheid.

Wat het inzetten van militairen in de politie- en rijkswachtdiensten betreft, herinnert de minister eraan dat die diensten er terecht over klagen dat ze

titre, qu'ils ne peuvent assurer suffisamment de présence sur le terrain. Ces militaires pourraient justement être chargés des tâches administratives, ce qui permettrait de libérer davantage d'agents de police et de gendarmes dans cette optique. Il s'agirait donc ici aussi d'une mission de renfort.

Enfin, pour ce qui concerne les intercommunales mixtes, le Ministre fait valoir que leur caractère certes partiellement privé n'ôte rien à la qualité des services qu'elles offrent à la communauté et aux communes. Le Ministre est d'avis qu'il faut préserver un champ d'application aussi large que possible pour les présentes dispositions.

*
* *

M. Demeulenaere fait observer qu'il n'a pas voulu sous-entendre que des militaires pourraient adopter un comportement souverain dans leur nouveau milieu de travail. Sa préoccupation va plutôt à leur véritable acceptation dans ce milieu.

Le Ministre déclare partager le même souci. En réponse à une question *du même intervenant*, le Ministre ajoute que l'utilisation des militaires en dehors des Forces armées est différente d'une mobilité qui leur serait applicable. Dans le cas d'une mobilité, il s'agit, en effet, de remplacer quelqu'un, tandis que le militaire utilisé en dehors des Forces armées vient en soutien de son nouveau milieu de travail pour répondre à des besoins spécifiques. De plus, la durée d'affectation est en général plus courte.

*
* *

M. Spinnewyn dépose un amendement n° 1 (Doc. n° 1293/2), qui vise à l'article 2 à la septième ligne, entre les mots « d'utilité publique » et les mots « ne faisant pas partie » à insérer les mots « , sauf à l'étranger, ».

M. Spinnewyn fait observer qu'aux termes de l'article 8 du projet, le militaire utilisé en dehors des Forces armées garde cette qualité et qu'il pourrait être considéré à l'occasion d'une utilisation dans des zones à risque comme ennemi ou espion. Cela pourrait donc contribuer à mettre en difficulté l'ONG qui l'emploie. Ce prétexte pourrait, en effet, être utilisé par d'aucuns pour justifier des exactions, comme celles qui ont été commises au Ruanda.

Le Ministre déclare comprendre le souci exprimé par l'intervenant. Il rappelle cependant que le militaire utilisé, dans ce cas, par une ONG devient un collaborateur ordinaire de cette organisation. Rien ne le distingue, en effet, à ce moment des autres collaborateurs de celle-ci au niveau de ses droits et de ses devoirs. Il serait d'ailleurs dommageable que les ONG en général doivent se passer d'un concours aussi précieux.

niet genoeg mensen op het terrein kunnen inzetten. De militairen zouden alleen met administratieve taken worden belast, zodat meer politieagenten en rijkswachters vrijkomen. Ook hier bieden de militairen bijgevolg versterking.

De minister merkt op dat de gemengde intercommunales gedeeltelijk privé-instellingen zijn, maar dat dit niets afdoet aan de kwaliteit van de diensten die ze aan de gemeenschap en aan de gemeenten bewijzen. De minister is van oordeel dat voor de voorliggende bepalingen een zo breed mogelijk toepassingsveld moet gelden.

*
* *

De heer Demeulenaere merkt op dat het niet zijn bedoeling is geweest te laten doorschemeren dat sommige militairen in hun nieuwe werkomgeving een dominerende rol zouden gaan spelen. Hij maakt zich veeleer zorgen omtrent hun aanvaarding door die nieuwe werkomgeving.

De minister deelt die bezorgdheid. Op een vraag van *dezelfde spreker* antwoordt de minister dat het inzetten van militairen buiten de krijgsmacht niet gelijk staat met de mobiliteit die op hen van toepassing is. In het geval van mobiliteit vervangen ze iemand, terwijl een militair die buiten de krijgsmacht wordt ingezet, versterking moet bieden in zijn nieuwe werkomgeving om op die manier aan specifieke noden tegemoet te komen. Bovendien wordt hij doorgaans gedurende een minder lange periode ingezet.

*
* *

De heer Spinnewyn dient een amendement n° 1 in (Stuk n° 1293/3), dat ertoe strekt in artikel 2 in de 8ste regel na de woorden « openbaar nut » de woorden « behalve in het buitenland » in te voegen.

De heer Spinnewyn merkt op dat een militair die buiten de krijgsmacht wordt ingezet krachtens artikel 8 van het ontwerp de hoedanigheid van lid van de krijgsmacht behoudt en in risicogebieden bijgevolg als vijand of spion kan worden beschouwd. De NGO die de militair in dienst heeft, kan daardoor in moeilijkheden komen. De aanwezigheid van de militair kan immers als voorwendsel worden gebruikt om wandaden zoals laatst in Ruanda te verantwoorden.

De minister begrijpt de bezorgdheid van spreker. Toch brengt hij in herinnering dat een militair die door een NGO in dienst wordt genomen, op dat ogenblik een gewone medewerker van de organisatie is. Op geen enkele manier onderscheidt hij zich wat zijn rechten en plichten betreft, van de overige medewerkers. Hij zou het over het algemeen trouwens erg betreuren als de NGO's geen beroep op dergelijke waardevolle medewerkers zouden kunnen doen.

L'auteur de l'amendement met, à la lumière d'événements tragiques récents, à nouveau en garde contre des exactions possibles.

Le Ministre estime que rien ne distingue, a priori, le militaire des autres membres de l'ONG. Dans le cas contraire, l'organisation concernée, qui a généralement une bonne connaissance des réalités du terrain, aura pu prendre des dispositions adéquates pour ne pas affecter la personne dans une zone à risques.

*
* *

III. — VOTES

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 1 de *M. Spinnewyn* est rejeté par 12 voix contre une.

Les articles 2 et 3 sont adoptés à l'unanimité moins une abstention.

Les articles 4 à 7 sont adoptés à l'unanimité.

L'article 8 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

Les articles 9 à 28 sont adoptés à l'unanimité.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
J. DE BREMAEKER

Le Président,
J. DEVOLDER

De indiener van het amendement wijst nogmaals op de tragedie van Kigali en herhaalt zijn waarschuwing tegen mogelijke wandaden.

De minister is van mening dat de militair zich in principe in niets van de overige NGO-leden zal onderscheiden. In het tegenovergestelde geval kan de betrokken organisatie, die meestal goed op de hoogte is van de plaatselijke situatie, de nodige maatregelen nemen opdat de betrokkene niet in het risicogebied zou worden aangesteld.

*
* *

III. — STEMMINGEN

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 1 van *de heer Spinnewyn* wordt verworpen met 12 tegen één stem.

De artikelen 2 en 3 worden met één onthouding eenparig aangenomen.

De artikelen 4 tot 7 worden eenparig aangenomen.

Artikel 8 wordt met één onthouding eenparig aangenomen.

De artikelen 9 tot 28 worden eenparig aangenomen.

De hele tekst van het wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,
J. DE BREMAEKER

De Voorzitter,
J. DEVOLDER

ERRATA

Art. 2 et 26

A l'article 2, alinéa 1^{er}, avant-dernière et dernière lignes, et à l'article 26, dernier alinéa, deuxième ligne, du texte néerlandais lire « syndicale organisatie(s) » au lieu de « vakorganisatie(s) ».

Art. 4 et 13

A l'article 4, deuxième ligne, et à l'article 13, § 1, 3°, du texte néerlandais lire « oppensioenstelling » au lieu de « pensionering ».

Art. 9

A la troisième et à la quatrième ligne, lire « proposés aux Comités » au lieu de « examinés par des Comités ».

Art. 12

Au deuxième alinéa, sixième ligne, du texte néerlandais lire « arbeidsgeneesheer » au lieu de « geneesheer ».

Art. 18

Au deuxième alinéa, troisième ligne, du texte néerlandais lire « strengere sanctie » au lieu de « zwaardere maatregel ».

Art. 19

A la troisième ligne du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer les mots « de uitvoering van » après les mots « met het oog op ».

Art. 23

A la dixième ligne du texte français, il y a lieu d'insérer les mots « les accidents de travail » après le mot « pour ».

Chapitre VII

Dans le texte néerlandais de l'intitulé, lire « Bezoldigingsregeling » au lieu de « Bezoldigingsstatuut ».

ERRATA

Art. 2 en 26

In artikel 2, eerste lid, voorlaatste en laatste regel, en in artikel 26, laatste lid, tweede regel, leze men « syndicale organisatie(s) » in plaats van « vakorganisatie(s) ».

Art. 4 en 13

In artikel 4, op de tweede regel en in artikel 13, § 1, 3° leze men « oppensioenstelling » in plaats van « pensionering ».

Art. 9

Op de derde en de vierde regel van de Franse tekst leze men « proposés aux Comités » in plaats van « examinés par des Comités ».

Art. 12

In het tweede lid, op de zesde regel, leze men « arbeidsgeneesheer » in plaats van « geneesheer ».

Art. 18

In het tweede lid, op de derde regel, leze men « strengere sanctie » in plaats van « zwaardere maatregel ».

Art. 19

Op de derde regel dienen de woorden « de uitvoering van » te worden ingevoegd na de woorden « met het oog op ».

Art. 23

Op de tiende regel van de Franse tekst dienen de woorden « les accidents de travail » ingevoegd te worden na het woord « pour ».

Hoofdstuk VII

In het opschrift leze men « Bezoldigingsregeling » in plaats van « Bezoldigingsstatuut ».